

Algérie

LA SALE GUERRE DES PATRIOTES

L'affaire des égorgeurs de Relizane relance le débat sur la constitution des « groupes de légitime défense » et la distribution des armes à la population.

CHERIF OUAZANI

Sa convalescence à peine terminée après une délicate opération à la jambe, le président Liamine Zéroual a été informé que des « groupes de légitime défense », GLD, nom donné aux civils qui ont été armés par les pouvoirs publics afin de participer à la lutte contre le terrorisme islamiste, étaient impliqués dans des massacres, non loin de Relizane, à 350 kilomètres à l'ouest d'Alger. Plus grave : les GLD en question étaient dirigés par deux élus du Rassemblement national démocratique, RND, parti qui se réclame du président de la République.

L'affaire est révélée par la presse quotidienne le 13 avril. Pendant cinq ans, les localités de Relizane (150 000 habitants) et Jdiouia (25 000 habitants) ont vécu sous le diktat des hommes du « Shérif », de son vrai nom Hadj Fergane, maire de Relizane, désigné par le pouvoir dans un premier temps, puis élu sous l'étiquette RND lors des dernières élections locales, en octobre 1997.

En toute impunité, sous le couvert de la lutte antiterroriste, Fergane, ses fils et ses neveux se sont comportés en véritable escadron de la mort. Tout y était : exécutions sommaires, extorsion de fonds, torture et représailles contre les familles soupçonnées de sympathie envers les islamistes. Des charniers ont été découverts et les témoignages sont accablants.

Les « patriotes » de Hadj Fergane redoublaient d'ardeur après une attaque des GIA. Mais pas seulement. Ils réglèrent leurs comptes avec de simples citoyens récalcitrants, notamment, à coups de gégène ou de kalachnikovs pour les moins chanceux. La population était terrifiée, et ceux qui avaient l'audace de dénoncer les agissements du « Shérif » étaient

abattus. Un inspecteur de police d'Oran avait commencé à s'intéresser de trop près aux massacres de Relizane. Son cadavre a été retiré, quelques jours plus tard, d'un puits. Des centaines de lettres anonymes sont parvenues aux services de sécurité. Elles ont été mises sur le compte de la propagande antipatriotes.

Hadj Fergane, comme la plupart des criminels, est tombé bêtement.

Ce jour-là, un simple barrage de routine arrête son véhicule. Un officier inspecte sa malle et y trouve un homme ligoté. C'est un ancien combattant de la guerre de Libération, appartenant à une organisation proche de Liamine Zéroual. Hadj Fergane est appréhendé et tout son réseau neutralisé au bout de quelques jours. Les patriotes qui ne sont pas inculpés sont soumis à une peine terrible : ils sont désarmés.

La presse lance un appel à l'Observatoire national des droits de l'homme. C'est la justice militaire qui répond : elle s'empare de l'affaire. Le parquet ordonne l'exhumation des corps. La classe politique bouillonne. Le parti islamiste Hamas, membre de la coalition gouvernementale, n'est pas étonné d'un tel comportement de la part de « gens capables d'user de fraudes électorales », allusion au RND, son allié au sein du gouvernement. Le FFS (Front des forces socialistes) de Hocine Aït Ahmed qui a toujours dénoncé les risques de la distribution d'armes aux civils se sent conforté dans ses thèses.

C'est la première fois que des actes d'une telle gravité sont imputés publiquement aux GLD, même si ce n'est pas le premier cas dénoncé. Il y a quelques semaines, le tribunal d'Alger avait condamné des patriotes accusés d'abus d'autorité.